

pour une politique ouvrière

www.ucpo.ch

JOURNAL DE L'UNION DES CERCLES POUR UNE POLITIQUE OUVRIÈRE, ASSOCIÉ À L'ENTENTE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES

Face à la crise des marchés financiers :
pas un centime pour les spéculateurs !

Plan de développement des services publics, soutien des assurances
sociales ! Défense des postes de travail, des CCT et des statuts !

NON aux directives de l'UE qui visent à libéraliser l'ensemble des services publics, **NON à la prétendue « libre circulation »**, qui sert à imposer la plus brutale politique de dumping, et à affaiblir les syndicats

Pour un **NON ouvrier à la reconduction de l'accord sur la prétendue « libre circulation des personnes »**, **6^{ème} rencontre de syndicalistes et de socialistes qui combattent les directives de l'UE en Suisse**, **22 novembre à Berne, de 11h à 16h, restaurant Mappamondo**

Le SECO annonçait le 3 novembre : « Le puissant coup de frein auquel est confrontée l'économie suisse va entraîner une dégradation du marché du travail. Le SECO prévoit une poussée du nombre des chômeurs à 140'000 d'ici à la fin de l'an prochain, contre 96'000 à fin septembre dernier. (...) Le taux de chômage devrait dès lors grimper à 3,5% (contre 2,4% à fin septembre dernier) de la population active d'ici quinze mois ».

La crise qui secoue les marchés financiers fait peser de lourdes menaces sur la population laborieuse et la jeunesse. Elle fait peser une lourde menace sur les budgets des cantons et de la confédération, qui vont être littéralement asséchés par les prétendues « mesures de sauvetage » et par la diminution des rentrées fiscales.

Dans cette situation, le Conseil fédéral a annoncé coup sur coup :

- un plan de « sauvetage » de l'UBS – qui se révèle être un plan de pillage pour renflouer les spéculateurs – par lequel il prélève 68 milliards de francs sur les fonds publics pour racheter des « actifs toxiques » ;
 - une offensive majeure contre les fonds de pension, avec à la fois une réduction du taux minimal de rémunération des fonds de pension et la diminution du taux de conversion (qui sert à fixer le montant de la rente) ;
 - la diminution du monopole de La Poste sur le courrier à 50 grammes, et la perspective de libéraliser le marché postal ;
 - l'augmentation des tarifs de l'électricité suite à la libéralisation ;
- Le Conseil fédéral observe scrupuleusement le rôle qui est le sien : calquer toute sa politi-

Il faut un NON ouvrier à l'accord sur la prétendue « libre circulation »

que sur les directives de l'UE en vue de pressurer la population laborieuse jusqu'au dernier centime pour rétablir les taux de profit des capitalistes.

Ça suffit ! Dans tout le pays, comme dans tous les pays d'Europe, la révolte gronde. La mobilisation des fonctionnaires vaudois contre le nouveau système de rémunération des fonctions, malgré la division orchestrée par les organisations corporatives qui prétendent parler au nom des travailleurs, montre que la volonté de résister est tenace !

Il faut une autre politique. Aujourd'hui plus que jamais, il faut une politique de défense des intérêts des salariés face à l'appétit des marchés financiers !

Il faut imposer la défense des conditions de travail, la défense des postes de travail, des services publics et des assurances sociales. Il faut une politique de combat contre les directives de l'Union européenne, qui, dans tous les domaines, imposent la satisfaction des intérêts des capitalistes aux abois ! C'est l'adaptation des directives européennes qui a conduit à la « libre circulation » des

capitaux spéculatifs. C'est l'application des directives européennes qui conduit à la libéralisation des services publics, à la liquidation des assurances sociales et à la capitalisation des retraites !

La politique de l'Union européenne en matière de prétendue « libre circulation des personnes » n'a d'autre objet que de rendre illégale toute tentative de défendre les conditions de travail contre le dumping social et salarial, et d'affaiblir les syndicats en interdisant l'organisation de mobilisations sur le terrain syndical pour préserver les conditions de travail inscrites dans les lois et CCT dans chaque pays !

Il faut rassembler et regrouper les forces qui, dans ce pays et à l'échelle internationale, veulent mettre un coup d'arrêt à la politique de destruction impulsée par l'UE au service du grand capital !

Il faut un large comité de militants qui, dans le mouvement ouvrier, se prononcent pour le NON à la reconduction de l'accord sur la libre circulation des personnes !

C'est pour cela que le *Journal* soutient la tenue d'une 6^{ème} rencontre de syndicalistes et de socialistes qui mobilisent, combattent la politique d'intégration, et appellent leurs organisations à se prononcer pour le NON à la libre circulation !

Abonnez-vous au *Journal pour une politique ouvrière*, affilié à l'Entente internationale des travailleurs et des peuples
www.ucpo.ch
info@ucpo.ch